

# ***Réponse à la consultation publique de l'ARCEP***

## ***Mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale fibre optique***

5 Octobre 2007

n°1789/071005



**setec telecom**

Tour Gamma D  
58 quai de la Rapée  
75012 Paris

Tél. : 01 40 04 69 00  
Fax : 01 44 68 93 63  
e-mail : telecom@setec.fr

## Sommaire

<b>1. Synthèse .....</b>	<b>3</b>
<b>2. Réponses aux questions .....</b>	<b>4</b>

## 1. Synthèse

Voici notre réponse à la consultation publique de l'ARCEP portant sur la mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale fibre optique. Les points essentiels de notre réponse sont :

- La nécessité d'une régulation, en évitant l'écueil d'une normalisation prématurée qui ne ferait que freiner le marché.
- L'utilisation des retours d'expérience et de la concertation pour appliquer de façon pertinente cette régulation (favorisant tout à la fois le développement du marché, l'optimisation des investissements, et l'ouverture de la concurrence).
- La proposition d'une structure neutre d'enregistrement des informations sur les accès aux immeubles.
- L'implication nécessaire des Pouvoirs Publics, Administration et/ou Collectivités, pour le financement de ce nouveau réseau.

## 2. Réponses aux questions

### Question 1 :

*Estimez-vous nécessaire que la question de la mutualisation des réseaux cuivre et câble coaxial existant ou en cours de déploiement soit approfondie ? Si oui, dans quel cadre et avec quel objectif ?*

**Setec Telecom considère que la question prioritaire est celle de la fibre optique, dont les enjeux portent sur plusieurs décennies.**

**Sur le cuivre, les décisions prises par l'ARCEP pour la régulation de la boucle cuivre font l'objet d'une reconnaissance internationale.**

**Sur le coaxial, les enjeux ne portent que sur le court terme.**

### Question 2 :

*La description ci-avant corrobore-t-elle vos connaissances en matière de propriété et de capacité de réutilisation des gaines existantes ? Cette situation vous semble-t-elle satisfaisante ? Pensez-vous que les pouvoirs publics devraient prendre des mesures, lesquelles et dans quel cadre juridique ?*

**Le retour d'expérience de Setec Telecom montre que les situations des réseaux intérieurs d'immeubles sont diverses et complexes.**

**Selon Setec Telecom, les pouvoirs publics peuvent intervenir :**

- **Lors de la construction d'immeubles, en promulguant des normes**
- **Dès que la demande sera forte, en édictant des règles de droit de passage communes à tous les immeubles.**

### Question 3 :

*Quelles évolutions du cadre en vigueur régissant les conditions d'accès des opérateurs aux immeubles vous sembleraient efficaces et proportionnées dans la perspective du déploiement des réseaux très haut débit en France ?*

**Setec Telecom préconise de mettre en place une structure neutre d'enregistrement des différentes informations portant sur les accès aux immeubles des réseaux très haut débit.**

**Ces informations seront accessibles aux opérateurs dans les conditions définies par l'ARCEP**

*Question 4 :*

*La mutualisation de la partie terminale des réseaux fibre en pied d'immeuble vous semble-t-elle être une option pertinente à terme ? Quelles sont les conditions pour qu'une telle modalité de mutualisation soit effective ? Quelles sont les paramètres limites de densité urbaine, de coût d'accès au génie civil existant et de coût d'accès au point de mutualisation en pied d'immeuble qui permettent une telle mutualisation dans des conditions économiques raisonnables pour un opérateur alternatif ?*

**Setec Telecom est en phase avec le texte qui précède la question, et propose de compléter les conditions pour une mutualisation effective avec les points suivants :**

- **La facilité pour l'opérateur tiers de raccorder ses fibres aux fibres installées par l'acteur ayant câblé l'immeuble, que ce soit en pied d'immeuble ou sur le palier, ce qui suppose des processus standards de connexion.**
- **La facilité opérationnelle pour l'opérateur tiers de raccorder son client à la colonne montante sur le palier dans le cas où tous les appartements ne sont pas câblés d'office (immeubles anciens), ce qui suppose des processus simples. La solution qui nous semble la plus réaliste est que le premier opérateur assure toutes les opérations physiques à l'intérieur de l'immeuble, notamment les raccordements de logements. Dans ce cas, il nous semble important qu'un organisme extérieur garantisse les délais et la qualité du service rendu.**
- **La mise en place de tarifs de locations de l'infrastructure verticale, comme horizontale pour l'accès en pied d'immeuble, incitatifs par rapport à l'amortissement du CAPEX pour les opérateurs tiers. A notre sens, il serait utile de s'inspirer des conditions appliquées pour le dégroupage de la boucle cuivre.**

*Question 5 :*

*A quelles conditions un accord de co-investissement entre plusieurs opérateurs très haut débit vous semble à la fois efficace à court terme et compatible avec le maintien d'une concurrence dynamique, excluant les comportements d'oligopole ou d'entente tacite, à moyen et long terme ?*

- **Il s'agit en fait de co-investir dans l'infrastructure (les dépenses) et de créer les conditions d'une concurrence saine aux niveaux des services (les recettes).**
- **A notre avis, plusieurs expérimentations permettront d'approfondir le sujet, et d'étudier différentes options :**

- **Mise à disposition des fibres par l'opérateur (ou les opérateurs) constructeur selon des conditions raisonnables et non discriminatoires**
- **Mise à disposition des fibres par un Opérateur d'opérateurs neutre**
- **Dans tous les cas, il conviendra de garantir aux propriétaires donnant leur accord de pénétration, l'ouverture à la fois technique, opérationnelle et économique aux opérateurs n'ayant pas co-investi, de façon à garantir aux occupants la liberté de choix de leur opérateur. Il reste à définir les modalités de cette garantie.**

*Question 6 :*

*Contrairement à l'analyse présentée ici, estimez-vous possible de proposer une offre de dégroupage, c'est-à-dire de location passive accès par accès d'une boucle locale PON ? Une obligation de pose de fibres surnuméraires devrait-elle être imposée aux opérateurs déployant des boucles locales PON, en prévision d'une éventuelle location ultérieure à un opérateur n'ayant pas co-investi dans cette boucle locale ? Le cas échéant pouvez-vous préciser le cadre juridique que vous envisagez pour une telle obligation ?*

**Si dans la première question, la notion d'accès recouvre celle d'un unique logement (décrite comme l'option 3), la réponse est non pour une location passive, puisque en technologie PON, l'accès est multiplexé parmi d'autres au sein d'une fibre activée par l'opérateur du PON. Si dans la première question, la notion d'accès recouvre celle d'immeuble, la location s'apparentant à la location de fibre noire, notre réponse est oui. On peut en effet très bien imaginer que les propriétaires de fourreaux existants, et ne nécessitant pas de co-investissement, puissent passer des fibres surnuméraires pour une location ultérieure. Ces fibres louées devront ensuite être obligatoirement activées en PON par l'opérateur tiers. La question d'imposer la pose de fibres surnuméraires paraît plus délicate. Par contre, on peut envisager, comme pour la location de l'infrastructure d'immeuble, un tarif plafonné.**

*Question 7 :*

*Quelles sujétions nouvelles le passage du cuivre à la fibre est-il susceptible de créer pour le dégroupage d'une boucle locale point-à-point au NRO ? La réponse pourra notamment porter sur les modalités et coûts de jarretierage, l'hébergement des têtes de câbles, les modalités de colocalisation ou de localisation distante des équipements actifs, la détection des pannes par test de continuité ou échométrie ?*

**La plupart des NRO seront des locaux neufs ou des locaux existants réaménagés à neuf. Setec Telecom recommande donc d'établir des guides, voire des normes afin de :**

- **Faciliter la colocalisation : accès, normes**

- **Garantir le développement durable des NRO**

**La pénétration des NRO doit être organisée. Ainsi, il nous semble primordial que l'opérateur du NRO prévoie des fourreaux d'adduction jusqu'à son NRO à partir d'un point précisément défini (concept de chambre O). L'opérateur alternatif tire sa fibre jusqu'à ce point de coupure, et l'opérateur du NRO se charge de l'adduction finale en contrepartie de frais d'accès au service (tarifs à réguler par l'ARCEP).**

*Question 8 :*

*A quelles conditions une offre de bitstream vous semble-t-elle constituer une option de mutualisation satisfaisante des réseaux fibres ? Les technologies actuelles permettent-elles d'envisager une telle offre ?*

**Dans des conditions similaires à celles utilisées pour le cuivre, à condition que ces offres soient encadrées dans la mesure où, au contraire de la boucle cuivre, plusieurs opérateurs seront en mesure de proposer cette offre.**

*Question 9 :*

*Quelle(s) offre(s) de mutualisation de la partie terminale de leur réseau vous semble(nt) devoir être proposé par chaque opérateur aux autres opérateurs ?*

**Le dégroupage au niveau du NRO nous semble une option à privilégier, mais les conditions de son déploiement opérationnel demandent des études complémentaires. Seul le retour d'expérience des premières expérimentations permettra de proposer des dispositions offrant les services dans des conditions économiques et industrielles acceptables.**

*Question 10 :*

*Estimez-vous nécessaire qu'il y ait un contrôle des tarifs des offres d'accès à la partie terminale des réseaux ou chaque acteur doit-il être libre de ses tarifs ? si contrôle il y avait, quels pourraient en être les principes ? Serait-il étendu aux accords de co-investissement et sous quelle forme éventuelle ?*

**Selon Setec Telecom, les tarifs des offres d'accès devront faire l'objet d'une régulation dès le retour d'expérience des premières expérimentations, ceci afin d'éviter la préemption de l'immeuble par le premier opérateur arrivé.**

*Question 11 :*

*Dans quelles limites les clauses de réciprocité vous semblent-elles devoir être acceptées pour la fourniture des accès très haut débit ?*

**Les clauses de réciprocité ne font qu'entériner l'existence d'un club d'investisseurs. Cette question complexe demande une réflexion complémentaire.**

*Question 12 :*

*Les opérateurs sont invités à préciser les principales caractéristiques d'une offre d'hébergement adaptée à l'accès au niveau du NRO à une boucle locale fibre : notamment nature des équipements à héberger, taille des baies, capacité et surface au sol, taille et nombre de têtes optique.*

**Question concernant les opérateurs.**

*Question 13 :*

*Quelles sont les caractéristiques minimales des boîtiers de raccordement permettant une mutualisation en pied d'immeuble ? Les réponses pourront notamment porter sur la taille du boîtier ou sa structure, sur l'existence connecteurs optiques préinstallés sur les fibres et sur leur identification.*

**Caractéristiques minimales des boîtiers de raccordement permettant une mutualisation en pied d'immeuble :**

- **Conformité aux normes de protection de l'environnement**
- **Règles d'accès et d'ouverture permettant la mutualisation**
- **Identification des fibres vers les logements**
- **Connectique connue au préalable**

*Question 14 :*

*La solution proposée par France Télécom vous semble-t-elle satisfaisante ? Quelles autres solutions vous paraîtraient efficaces et raisonnables pour le client final, les copropriétés et les différents opérateurs ? Quel système de tarification ou de droit de suite proposez-vous ?*

**Dans le scénario d'équipement par un premier opérateur, Setec Telecom considère que la seule solution réaliste est que le premier opérateur assure toutes les opérations physiques à l'intérieur de l'immeuble, notamment les raccordements de logements.**

**Si la liaison entre la colonne montante au palier et la prise de l'abonné est fournie par l'opérateur ayant câblé l'immeuble, le prix de cette prestation devra être surveillé par l'ARCEP.**

*Question 15 :*

*Partagez-vous l'analyse ci-avant sur la nature des informations préalables devant être fournies aux opérateurs intéressés ou ayant souscrit à une offre de mutualisation ? Un délai d'information, dans un sens ou l'autre, vous semble-t-il justifié ?*



**Les mécanismes d'informations s'établiront naturellement après retour d'expérience des expérimentations.**

*Question 16 :*

*Les cinq sujets listés ci-avant vous semblent-ils devoir être normalisés ? Existe-t-il d'autres besoins ? La proposition de groupe de travail sous l'égide de l'Autorité vous semble-t-elle pertinente ?*

**Les différents sujets doivent faire l'objet d'échanges d'information et de concertation. La proposition de groupe de travail sous l'égide de l'Autorité est une idée partagée par Setec Telecom. En ce qui concerne les normes, Setec Telecom considère que c'est prématuré.**

*Question 17 :*

*Estimez-vous que les offres de mutualisation des acteurs doivent être soumises à une régulation des pouvoirs publics ? Si oui, quel schéma incitatif, réglementaire ou législatif vous semblerait le plus adapté ?*

**Selon Setec Telecom, la régulation des pouvoirs publics ne pourra s'exercer utilement qu'après analyse des retours d'expérience.**